



Dixième session
Point 32 de l'ordre du jour

EXAMEN DE COMMUNICATIONS RELATIVES A LA CESSATION DE LA TRANSMISSION
DES RENSEIGNEMENTS VISES A L'ARTICLE 73 e DE LA CHARTE

Rapport de la Quatrième Commission

Rapporteur : M. Daniel MASSONET (Belgique)

1. A sa 530ème séance plénière, le 30 septembre 1955, l'Assemblée générale a renvoyé à la Quatrième Commission le point suivant de son ordre du jour :

"32. Examen de communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73 e de la Charte : Rapports du Secrétaire général^{1/} et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes^{2/}.

- a) Communication du Gouvernement des Pays-Bas au sujet des Antilles néerlandaises et du Surinam;
- b) Autres communications;
- c) Procédures à suivre pour l'examen des communications^{3/}."

a) Communication du Gouvernement des Pays-Bas au sujet des Antilles néerlandaises et du Surinam

2. La Quatrième Commission a examiné cette question de sa 520ème séance à sa 527ème séance incluse.

3. A la 521ème séance, le Brésil et les Etats-Unis d'Amérique ont présenté le projet de résolution suivant (A/C.4/L.121) :

1/ A/AC.35/L.206.

2/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Suppléments No 16 et 16 A, documents A/2908 et A/2908/Add.1.

3/ Ibid., document A/2908, première partie, section XII.

"L'Assemblée générale,

"Considérant que, dans sa résolution 222 (III) en date du 3 novembre 1948, l'Assemblée générale a accueilli avec satisfaction tout progrès réalisé dans le sens de l'autonomie des territoires non autonomes, mais a jugé cependant que l'Organisation des Nations Unies devait nécessairement être informée de toute modification intervenue dans la constitution et le statut de l'un quelconque de ces territoires, en vertu de laquelle le gouvernement responsable estime inutile de communiquer des renseignements aux termes de l'Article 73 e de la Charte,

"Considérant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 747 (VIII) en date du 27 novembre 1953, a invité le Gouvernement des Pays-Bas à communiquer au Secrétaire général le résultat des négociations entre les représentants des Pays-Bas, du Surinam et des Antilles néerlandaises, et a invité le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à lui faire rapport sur les renseignements qui lui sont parvenus,

"Ayant reçu la communication en date du 30 mars 1955, par laquelle le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas a transmis au Secrétaire général le texte des dispositions constitutionnelles contenues dans la Charte du Royaume des Pays-Bas, promulguée le 29 décembre 1954, accompagné d'un mémoire explicatif de ladite Charte,

"Ayant examiné le rapport rédigé par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, au cours de sa session de 1955, sur la question de la cessation de la transmission des renseignements concernant le Surinam et les Antilles néerlandaises,

"1. Constate qu'il ressort de la documentation et des explications fournies que les populations du Surinam et des Antilles néerlandaises ont, par l'intermédiaire de leurs organes représentatifs librement élus, approuvé le nouveau statut constitutionnel;

"2. Exprime l'avis que les renseignements dont elle dispose lui permettent de considérer qu'il n'est plus opportun que le Gouvernement des Pays-Bas communique au sujet du Surinam et des Antilles néerlandaises les renseignements visés au paragraphe e de l'Article 73 de la Charte."

4. A la 522ème séance, l'Uruguay a présenté un amendement (A/C.4/L.422 et Corr.1) tendant à ajouter à la fin du préambule un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"Tenant compte de la compétence de l'Assemblée générale pour décider si un territoire non autonome a atteint ou non l'autonomie complète visée au Chapitre XI de la Charte,"

5. A la 524ème séance, l'Inde a présenté un amendement (A/C.4/L.423) au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution; cet amendement avait pour objet d'ajouter, après les mots "Exprime l'avis que" le membre de phrase suivant : "sans préjudice de la position de l'Organisation des Nations Unies telle qu'elle a été définie dans la résolution 742 (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 27 novembre 1953, et des dispositions de la Charte"; après les mots "lui permettent de considérer", d'ajouter les mots "conformément au désir exprimé par le Gouvernement des Pays-Bas"; de remplacer les mots "le Gouvernement des Pays-Bas" par les mots "ce gouvernement".

6. Le représentant du Pakistan a suggéré verbalement d'amender le paragraphe 1 du dispositif comme suit : "Prend acte de la documentation et des explications fournies, selon lesquelles les populations du Surinam et des Antilles néerlandaises ont exprimé, par l'intermédiaire de leurs organes représentatifs librement élus, leur approbation du nouveau statut constitutionnel, ainsi que de l'opinion du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas". Il a également suggéré d'amender le paragraphe 2 du dispositif en ajoutant après les mots "dont elle dispose" les mots : "et qui lui ont été présentés par le Gouvernement des Pays-Bas".

7. Au nom des auteurs du projet de résolution, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a accepté la suggestion du représentant du Pakistan touchant le paragraphe 1 du dispositif. Il a également accepté avec une légère modification la suggestion que ce dernier avait émise touchant le paragraphe 2 du dispositif, dont le texte devenait : "Exprime l'avis que, d'après les renseignements qui lui ont été présentés par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, la cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73 e de la Charte au sujet du Surinam et des Antilles néerlandaises se justifie." (A/C.4/L.421/Rev.1 et Corr.1).

8. A la 527ème séance, le représentant de l'Inde a proposé verbalement de supprimer les mots "du Royaume" dans l'expression "le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas" qui figure dans la première partie du troisième alinéa du préambule et dans les deux paragraphes du dispositif.

9. Les auteurs ont accepté cette modification.

10. A la même séance, le projet de résolution présenté par le Brésil et les Etats-Unis (A/C.4/L.421/Rev.1 et Corr.1) ainsi que les amendements y relatifs (A/C.4/L.422 et Corr.1 et L.423) ont été mis aux voix. Le vote a donné les résultats suivants :

1) Votant par appel nominal à la demande du représentant de l'Argentine, la Commission a adopté, par 29 voix contre 13, avec 12 abstentions, l'amendement uruguayen (A/C.4/L.422 et Corr.1). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Arabie saoudite, Argentine, Bolivie, Cuba, Egypte, Equateur, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Liban, Mexique, Nicaragua, Pakistan, Pérou, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Salvador, Syrie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Ont voté contre : Australie, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

Se sont abstenus : Afghanistan, Birmanie, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Israël, Libéria, Philippines, République Dominicaine, Thaïlande, Turquie.

2) Par 27 voix contre 7, avec 18 abstentions, le paragraphe 1 de l'amendement indien (A/C.4/L.423) au paragraphe 2 du dispositif a été adopté.

3) Par 14 voix contre 3, avec 38 abstentions, le paragraphe 2 de l'amendement indien a été adopté.

4) Par 35 voix contre une, avec 14 abstentions, le premier alinéa du préambule du projet révisé de résolution (A/C.4/L.421/Rev.1 et Corr.1) a été adopté.

5) Par 27 voix contre zéro, avec 24 abstentions, le deuxième alinéa du préambule a été adopté.

6) Par 28 voix contre une, avec 23 abstentions, les troisième et quatrième alinéas du préambule ont été adoptés.

7) Par 22 voix contre 7, avec 22 abstentions, le paragraphe 1 du dispositif, sous sa forme amendée, a été adopté.

8) Votant par appel nominal à la demande du représentant de l'Argentine, la Commission, par 18 voix contre 10, avec 27 abstentions, a adopté le paragraphe 2 du dispositif sous sa forme amendée. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Israël, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, République Dominicaine, Suède, Thaïlande, Turquie.

Ont voté contre : Afghanistan, Birmanie, France, Libéria, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay.

Se sont abstenus : Arabie saoudite, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Costa-Rica, Egypte, Equateur, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Liban, Nouvelle-Zélande, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Syrie, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

9) Votant par appel nominal à la demande du représentant de l'Equateur, la Commission, par 18 voix contre 10, avec 27 abstentions, a adopté l'ensemble du projet de résolution, sous sa forme amendée. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Israël, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Républiques Dominicaine, Suède, Thaïlande, Turquie.

Ont voté contre : Afghanistan, Belgique, Birmanie, France, Libéria, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Se sont abstenus : Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bolivie, Canada, Chili, Costa-Rica, Egypte, Equateur, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Liban, Nouvelle-Zélande, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Syrie, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie.

11. Le texte approuvé par la Commission est annexé au présent rapport.

b) Autres communications

12. La Commission n'a pas reçu d'autres communications relatives à la cessation de la transmission de renseignements; elle n'a donc pris aucune décision à ce sujet.

c) Procédures à suivre pour l'examen des communications

13. La Commission a examiné cette question à ses 527^{ème} et 543^{ème} séances.

14. A la 527^{ème} séance, l'Irak a présenté un projet de résolution (A/C.4/L.424) tendant à ce que l'Assemblée générale : 1) décide que, nonobstant les dispositions de la résolution 448 (V), les communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements concernant un territoire non autonome, adressées au Secrétaire général par les Membres intéressés, doivent être transmises

directement à l'Assemblée générale; 2) considère que l'Assemblée générale doit, conformément aux résolutions 742 (VIII) et 850 (IX), étudier les cas de cessation de la transmission de renseignements en recherchant particulièrement de quelle manière les populations ont acquis et librement exercé le droit à disposer d'elles-mêmes; 3) considère que, selon les circonstances, l'Assemblée générale doit adopter les conclusions qu'elle juge nécessaires, ou renvoyer certains points pour étude au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, ou prendre d'autres mesures à l'effet d'aboutir à des conclusions conformes aux intérêts des habitants du territoire intéressé.

15. A la même séance, la Grèce a présenté un projet de résolution (A/C.4/L.425) tendant à ce que l'Assemblée générale décide qu'elle devrait étudier, à sa prochaine session, la manière dont la résolution 850 (IX)^{4/} pourrait être mise en oeuvre.

16. A sa 543^e séance, la Commission a repris l'examen des projets de résolution. Le représentant de l'Inde a émis l'avis qu'étant donné que la question des procédures à suivre pour l'examen des communications relatives à la cessation de la transmission de renseignements nécessitait une étude approfondie et que le délai imparti à la Commission était court, il conviendrait de renvoyer au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes le projet de résolution présenté par l'Irak, pour examen à sa prochaine session.

17. La suggestion du représentant de l'Inde a été acceptée par le représentant de l'Irak et adoptée par la Commission.

18. Le représentant de la Grèce a déclaré que, comme le but de son projet de résolution (A/C.4/L.425) avait été atteint, il n'insisterait pas pour qu'il soit mis aux voix, étant entendu que la question des procédures à suivre pour l'examen des communications relatives à la cessation de la transmission de renseignements

^{4/} Dans sa résolution 850 (IX), adoptée le 22 novembre 1954, l'Assemblée générale a estimé que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes pourrait étudier les moyens qui lui permettraient, en temps opportun, d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les prochains changements de statut des territoires intéressés et elle a invité le Comité à faire figurer dans son rapport à l'Assemblée générale toutes propositions qu'il jugerait souhaitable d'y inclure au sujet de la mise en oeuvre de cette résolution.

serait inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et, ultérieurement, à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée générale.

19. La Quatrième Commission recommande par conséquent à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS AU SUJET
DES ANTILLES NÉERLANDAISES ET DU SURINAM

L'Assemblée générale,

Considérant que, dans sa résolution 222 (III) en date du 3 novembre 1948, l'Assemblée générale a accueilli avec satisfaction tout progrès réalisé dans le sens de l'autonomie des territoires non autonomes, mais a jugé cependant que l'Organisation des Nations Unies devait nécessairement être informée de toute modification intervenue dans la constitution et le statut de l'un quelconque de ces territoires, en vertu de laquelle le gouvernement responsable estime inutile de communiquer des renseignements aux termes de l'Article 73 e de la Charte,

Considérant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 747 (VIII) en date du 27 novembre 1953, a invité le Gouvernement des Pays-Bas à communiquer au Secrétaire général le résultat des négociations entre les représentants des Pays-Bas du Surinam et des Antilles néerlandaises, et a invité le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à lui faire rapport sur les renseignements qui lui sont parvenus,

Ayant reçu la communication (A/AC.35/L.206) en date du 30 mars 1955, par laquelle le Gouvernement des Pays-Bas a transmis au Secrétaire général le texte des dispositions constitutionnelles contenues dans la charte du Royaume des Pays-Bas, promulguée le 29 décembre 1954, accompagné d'un mémoire explicatif de ladite charte,

Ayant examiné le rapport^{1/} rédigé par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, au cours de sa session de 1955, sur la question de la cessation de la transmission des renseignements concernant le Surinam et les Antilles néerlandaises,

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Suppléments No 16 et 16 A, documents A/2908 et A/2908/Add.1.

Tenant compte de la compétence de l'Assemblée générale pour décider si un territoire non autonome a atteint ou non l'autonomie complète visée au Chapitre XI de la Charte,

1. Prend acte de la documentation et des explications fournies, selon lesquelles les populations du Surinam et des Antilles néerlandaises ont exprimé, par l'intermédiaire de leurs organes représentatifs librement élus, leur approbation du nouveau statut constitutionnel, ainsi que de l'opinion du Gouvernement des Pays-Bas;

2. Exprime l'avis que, sans préjudice de la position de l'Organisation des Nations Unies telle qu'elle a été définie dans la résolution 742 (VIII) de l'Assemblée générale, en date du 27 novembre 1953, et des dispositions pertinentes de la Charte, d'après les renseignements qui lui ont été présentés par le Gouvernement des Pays-Bas, et conformément au désir exprimé par le Gouvernement des Pays-Bas, la cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73 e de la Charte au sujet du Surinam et des Antilles néerlandaises se justifie.
